
P. C. avec T.M.

Couëpel.,

● Dans son rapport définitif, la Cour des comptes pointe du doigt le manque de sollicitation par les pouvoirs publics des filières agricole et agro-industrielle afin de lutter contre les algues vertes. Qu'en pensent les intéressés ? Difficile de le savoir au vu des non-réponses apportées aux magistrats lorsqu'ils les ont interrogés. « Nous vous informons que nous ne souhaitons pas faire de remarque particulière sur ce document », écrit ainsi le président de la chambre régionale d'agriculture de Bretagne, André Sergent, dans un courrier adressé au premier président de la Cour, Pierre Moscovici.

Même tonalité dans un mail adressé par le Cedapa, association réunissant des agriculteurs des Côtes-d'Armor et présidée par Fabrice Charles. Tout comme les coopératives agricoles Eureden, Sica et Le Gouessant. Cette dernière reprochant au passage aux magistrats de lui avoir adressé des « extraits très partiels » de son rapport. « En outre, nos commentaires nous paraissent pour le moins décalés dans la mesure où ce rapport a été largement repris médiatiquement », écrit son président Thomas